

l'insurgé

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

« La jeunesse est la flamme
de la révolution »

Karl Liebknecht

3 juin 2010

Site : www.insurge.fr

Poursuite de la colonisation de la Palestine, enfermement du peuple palestinien dans des « territoires-prisons », blocus de Gaza, et maintenant : terrorisme en haute mer contre des militants civils qui apportent de l'aide aux populations palestiniennes :

LA FRANCE ET LES AUTRES PUISSANCES IMPÉRIALISTES, AVEC L'ONU, PROTÈGENT ISRAËL ET SA POLITIQUE COLONIALE : ILS SONT PLEINEMENT RESPONSABLES DE CETTE SITUATION !

Chaque fois que l'armée d'Israël commet un nouveau crime contre le peuple palestinien (ou contre ceux qui veulent aider le peuple palestinien), c'est la même chose. On « s'indigne », on convoque l'ambassadeur d'Israël, parfois on vote une nouvelle résolution à l'ONU...et tout continue comme avant.

Ainsi, après l'offensive militaire de janvier 2009 à Gaza, qui provoqua la mort de 1400 civils palestiniens, il y eut des protestations...et un rapport de l'ONU. Mais depuis, l'encerclement et l'étouffement de la population à Gaza se sont poursuivis de même que: les implantations coloniales en Cisjordanie.

Car le gouvernement israélien sait parfaitement que les « protestations » internationales ne servent qu'à calmer l'opinion publique. Et que les gouvernements des États-Unis et de la France, comme ceux de Grande Bretagne, de Berlin et d'ailleurs protègent Israël et sont favorables à son renforcement économique, militaire et territorial. La dernière preuve en est le vote unanime de ces gouvernements pour l'adhésion d'Israël à l'OCDE.

Les dirigeants des partis du mouvement ouvrier, de même que ceux des syndicats, le savent eux aussi fort bien. Cela ne les empêche pas, chaque fois, eux aussi de demander que la « communauté internationale » et l'ONU fasse appliquer « le droit international »...Mais l'ONU n'est rien d'autre que l'instrument des grandes puissances (c'est l'ONU qui a décidé la partition de la Palestine pour créer l'État d'Israël), et le « droit international » n'est rien d'autre que le droit du plus fort, c'est à dire des impérialismes.

Or l'embargo sur Gaza a été imposé parce que les Palestiniens de Gaza avaient choisi de voter pour le Hamas en 2006. C'est donc pour « punir » les Palestiniens qu'Israël (avec le soutien de l'UE et de l'Égypte) organise le blocus de Gaza.

Quoiqu'on pense du Hamas (ou d'autres organisations), ce n'est pas à la puissance coloniale, aux États-Unis et à la France de décider qui doit être le représentant du peuple palestinien.

Seul le mouvement ouvrier et la jeunesse, par la mobilisation unie, peuvent aider véritablement le peuple palestinien pour ses droits légitimes. Cela implique de cesser d'implorer les gouvernements impérialistes, l'ONU ou l'Union européenne, et d'organiser le boycott des intérêts économiques de l'État d'Israël, de se mobiliser pour interdire l'exportation de matériel militaire et de tout ce qui aide à la guerre et à l'occupation coloniale. **Les syndicats ouvriers en ont les moyens.**

C'est le droit du peuple palestinien à revendiquer ses droits nationaux !

C'est son droit en particulier d'exiger le retour des exilés et réfugiés, de retrouver les terres dont il a été chassé.

Soutien inconditionnel au peuple palestinien !

Comment le gouvernement français soutient Israël

Le 27 mai, quelques jours avant l'attaque meurtrière contre des bateaux civils, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu venait à Paris pour la cérémonie officielle marquant l'adhésion de son pays à l'Organisation de Coopération et de développement économiques (OCDE).

Cette décision avait été prise à l'unanimité le 10 mai 2010, en dépit des protestations palestiniennes. En approuvant cette décision, le gouvernement de Sarkozy a donc lui aussi entériné le colonialisme israélien.

Le gouvernement israélien a qualifié cette décision de « *succès historique* », et cela fut reçu comme un feu vert pour agresser les bateaux de la « flottille de paix » qui se préparaient alors à partir de Chypre pour Gaza.

Pourquoi Israël se réjouit de son entrée l'OCDE : Le bénéfice est économique. Le Trésor d'Israël a calculé que cela augmentera de 4 à 5 milliards de dollars par an le flux des investissements étrangers. Il est aussi politique : pour Netanyahu, « cela augmente le prestige du pays », alors que se multiplient les appels au boycott d'Israël.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement israélien se voit ainsi encouragé. Déjà, en décembre 2008, l'UE, sous présidence de la France, avait pris la décision de « *rehausser* » les relations bilatérales avec Israël (renforçant fortement les liens politiques entre Israël et l'UE). Quelques jours plus tard, l'armée d'Israël lançait à Gaza l'opération « *plomb durci* » à Gaza., qui entraîna le massacre de 1400 Palestiniens et la destruction de l'infrastructure de la bande de Gaza.

Comment l'ONU protège Israël

Des dizaines de résolutions ont été adoptées à l'ONU. Le gouvernement d'Israël s'en moque. Il sait qu'il est protégé par les grandes puissances, à commencer par les États-Unis mais aussi par la France.

Ainsi la dernière résolution de l'ONU n'est pas plus contraignante que les précédentes. C'est une constante de la politique de l'ONU : laissez faire Israël, ce qui revient à l'encourager à poursuivre la colonisation de la Palestine.

Ce sont les impérialismes, dont la France, qui, avec l'ONU, ont mis en place l'État d'Israël en 1947-48 quand l'Empire anglais dut renoncer au contrôle de la Palestine. Ce sont eux qui ont protégé et accompagné pas à pas l'expansion militaire d'Israël pour contrôler le Proche-Orient.

Mais en dépit de la terreur militaire exercée à son encontre, en dépit de son isolement, en dépit des défaites subies et de la capitulation de l'OLP, en dépit de l'absence de tout parti ouvrier, de tout réel parti révolutionnaire, le peuple palestinien a continué à combattre pour ses droits nationaux.

C'est cette résistance que le gouvernement israélien veut briser en asphyxiant la population civile enfermée dans Gaza. Mais le peuple palestinien n'a pas d'autre choix que de continuer à revendiquer ses droits nationaux, et son combat est totalement légitime.

Front unique pour le boycott !

Les syndicats ont parfaitement les moyens d'organiser le boycott d'Israël, par exemple par la grève des dockers et des cheminots.

Ainsi le syndicat suédois des dockers vient de décider le blocus à l'encontre de cargaisons et navires israéliens.